Association Régionale pour l'Etude de l'Histoire de la Sécurité Sociale
Lorraine - Champagne /Ardenne
Siège : 2 r du doyen Jacques Parisot
54500 Vandoeuvre-lès-Nancy
Secrétariat : 11 r d'Auxonne 54000 Nancy
06.73.56.45.08 arehssgrandest@gmail.com

cnahes
conservatoire national des archives, de l'histoire de l'éducation spécialisée et de l'action sociale
Siège : 2 r de Torcy 75018 Paris
Délégation GRAND EST
11 r d'Auxonne 54000 Nancy
06.73.56.45.08
cnahes.grandest@gmail.com

COMITÉ RÉGIONAL d'HISTOIRE de la SÉCURITÉ SOCIALE
Alsace-Moselle
Siège : 36 rue du Doubs
67011 Strasbourg cedex 1
secrétariatchrss@carsat-am.fr

PROJET GRAND EST : « LA SÉCURITÉ SOCIALE A 80 ANS EN 2025 »

Compte-rendu de la 10ème séance du Comité de Pilotage du 12/06/25

Rédaction : Jacques Bergeret, délégué CNAHES Grand Est et à ce titre secrétaire de l'AREHSS, coordonnateur de l'ensemble des manifestations.
Diffusion 21/06/25

Composition actualisée du CoPil = 32 membres :

Présents (11) : **Moussa Aridja** (Cnahes), **Jacques Bergeret** (Cnahes & Arehss), **Bernard Friot** (Institut Européen du Salariat), **Jean-Paul Lacresse** (Président UDAF de Meurthe-et-Moselle), **Jean Pierrel** (membre du bureau de la coordination nationale des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité), **Somhack Limphakdy** (Association pour une SS de l'alimentation Alsace), **Kristel Meiffret** (Institut François Gény-Université de Lorraine), **Henri Molon** (Arehss), **Françoise Seirolle** (CGT), **Jean-Marie Spaeth** (CFDT), **Jean-Marie Villela**, (Cnahes, Arehss et Université de Lorraine).

Excusés (14) : **Franck Briey** (DG Adapeim), **Alain Caps** (CHRSS Alsace-Moselle), **Dabescat Christophe**, membre du Cnahes et de l'Ahress, **Samuel Fargette** (CAF 88 et Union des Familles Laïques - UFAL), **Denis Poisson** (Citoyenneté Active Lorraine), **Patrick Heidmann** Président du Régime Local d'assurance maladie d'Alsace Moselle, **Jean-Paul Higelé** (Université de Lorraine), **Antoine Gardavaud**, Sous-Directeur à la Régulation et à la Relation avec les Acteurs en Santé (DRRAS), **Estelle Grandpoirier** (Réseau FOREAS et Forum IRTS de Lorraine), **Gilles Grouvel** (Directeur CPAM de l'Aube), **Loïc Millot** (Forum IRTS de Lorrain, site de Ban-Saint-Martin Metz), **Thierry Tauran** (Université de Lorraine, Institut François Gény), **Étienne Thévenin** (Arehss, Université de Lorraine), **Claudie Trecziack** (Association Marche et Rêve de Joeuf),

Absents (7) : **François Audigier** (Université de Lorraine), **Bernard Balzani** (Université de Lorraine), **Thibaut Besozzi** (IRTS de Lorraine), **Luc Chervy** (Président CAF du Haut-Rhin), **Pascal Raggi** (Université de Lorraine), **Yassine Ouazene** (UTT Troyes), **Maxime Scaduto** (Association pour une SS de l'alimentation Alsace),

Ordre du jour :

1. Accueil éventuel de personnes arrivant pour la 1ère fois et retours possibles sur le c.r. de la séance précédente.
2. S'il y a lieu : informations nationales. (* envoi le 7/06 du programme officiel et dossier de presse concernant les OSS)
3. Point général avant la pose des mois d'été.

1 – Accueil éventuel de personnes arrivant pour la 1ère fois et retours possibles sur le c.r. de la séance précédente.

Accueil des présents pour la 1ère fois.

Pas le cas pour cette séance.

Retour sur le compte-rendu de la séance précédente.

Aucune remarque n'est parvenue ni exprimée à ce sujet.

II – Informations nationales.

En date du 07/06 les deux documents suivants, qui concernent les actions des organismes de SS eux-mêmes, ont été envoyé aux membres du CoPil : 1/ *« Programme officiel du 80° anniversaire de la SS »*. 2/ *« Dossier de presse 22 mai 2025 80 ans de la Sécurité Sociale »***.**

Le programme officiel ne reprend pas toutes les manifestations du « Projet Grand Est : la SS a 80 ans en 2025 », mais seulement celles impliquant institutionnellement les Organisations de SS gérées par le CoPil national présidé par le directeur de l'École Nationale de la Santé Publique (EN3S). C'est normal et ce n'est pas un problème.

Tout le monde convient qu'il n'y a pas lieu d'en discuter particulièrement.

III – Point général avant la pose des mois d'été (?)

Jacques Bergeret : pour ne pas oublier, je rappelle qu'une réunion du CoPil est prévue le jeudi 7 juillet qui ne me parait pas évident conserver, sauf s'il y avait nécessité de le faire. Cela sera à déterminer ensemble en fin de cette séance. En effet, ce qui devait être débattu et organisé l'a été pour l'essentiel.

Jean-Marie Villela : c'est sur les rails !

Jacques Bergeret : nous avons à réaliser pour la rentrée de septembre une publicité générique et un dossier de presse auxquels nous pouvons travailler à quelques-uns, en particulier Jean-Marie Villela et moi-même. Et pour les manifestations encore en projet, je compte sur notre séance d'aujourd'hui, notamment pour avancer sur le projet Vosges avec Jean Pierrel et également pour le projet Pays-Haut de Meurthe-et-Moselle à Joeuf, piloté par Claudie Trecziack ; enfin pour préciser les projets Alsace à venir de Strasbourg et Mulhouse. Mais dans un premier temps, je propose qu'on fasse retour sur le colloque universitaire qui s'est tenu mi-mai à Strasbourg.

III.1 - Retour sur le colloque universitaire « Regards sur la protection sociale en Alsace-Moselle aux XX° et XXIème siècles » du 21 mai 2025 à Strasbourg.

Jacques Bergeret *(* Partage d'écran pour un petit diaporama)* : je dois excuser Alain Caps, président de l'association d'histoire de la SS Alsace-Moselle, pilote de cette manifestation qui s'est déroulé comme prévu le mercredi 21 mai dernier de 14h à 18h dans l'amphithéâtre de l'Architrave de la CARSAT Alsace-Moselle, 22 r du Rhône à Strasbourg, suivie, à l'issue de l'inauguration, d'une exposition sur les créations et la destination des établissements de santé créés à Strasbourg en réponse aux épidémies d'après-guerre. Le nombre de participant était d'environ 80 personnes. Nous sommes trois membres du CoPil à y avoir participé : Henri Molon, Jean-Marie Villela et moi-même.

L'introduction était faite par Alain Caps, président de l'AHSS Alsace-Moselle, Isabelle Lustic, directrice CARSAT Alsace Moselle et Jeanne-Marie Tuffery-Andrieu, présidente du conseil scientifique de l'AHSS.

Alain Caps, président de l'AHSS Alsace-Moselle
Isabelle Lustic, directrice CARSAT Alsace Moselle
Jeanne-Marie Tuffery-Andrieu, présidente du conseil scientifique de l'AHSS

Le colloque était bien identifié comme une initiative de l'AHSS Alsace-Moselle, soutenu par la CARSAT dont le service communication a assuré le façonnage de l'affiche et dont une des agents est mise à disposition permanente de l'AHSS pour l'équivalent d'une journée mensuelle de secrétariat, équivalent taux plein à utiliser souplement selon les besoins.

Le service communication est d'accord pour qu'on puisse s'inspirer de la ligne graphique de l'affiche pour les autres colloques en préparation. J'ai fait part de cela à Gilles Grouvel, directeur de la CPAM de l'Aube pour le colloque de Troyes dont les supports publicitaires seront réalisés par son propre service de communication.

Les interventions étaient de haut niveau.

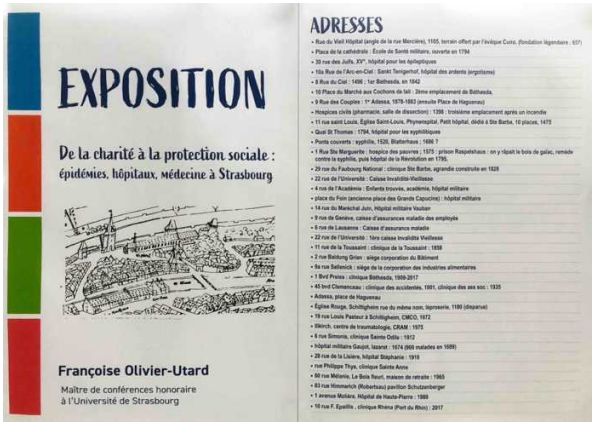
Nous avons été étonnés du peu d'agents présents des organismes de sécurité sociale Alsace-Moselle, sachant qu'il y a ± 1000 agents rien qu'à la Carsat.

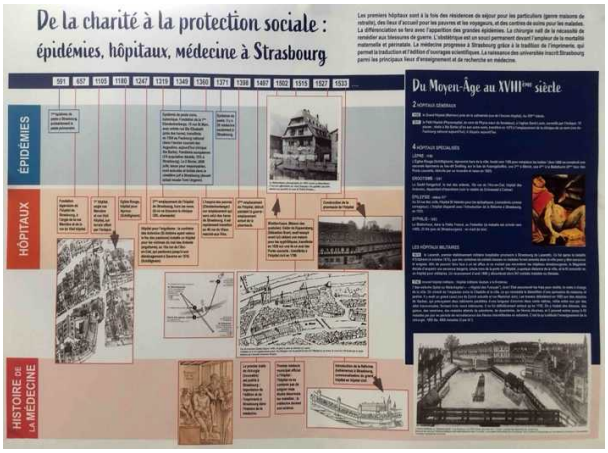
Nous avons regretté qu'il n'y ait quasiment pas eu de place pour du débat avec la salle en raison du « trop plein » d'interventions. Or, dans la salle, il y avait des jeunes étudiants alternants. On ne sait pas du tout ce qu'ils pensaient alors que cela aurait été intéressant de leur donner la parole puisque leur génération est concernée par la suite de l'histoire de la Sécurité Sociale. Il serait utile de tenir compte de cette remarque pour les colloques suivants de Troyes et de Nancy.

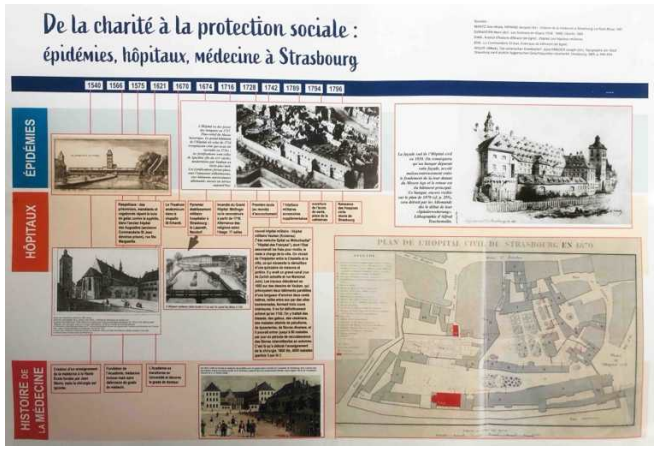
A l'issue du colloque, s'est tenue l'inauguration de l'exposition « De la charité à la protection sociale : épidémies, hôpitaux, médecine à Strasbourg » réalisée par Françoise Olivier Utard, Maître de conférence honoraire de l'Université de Strasbourg suivie d'un lunch qui permettait les échanges.

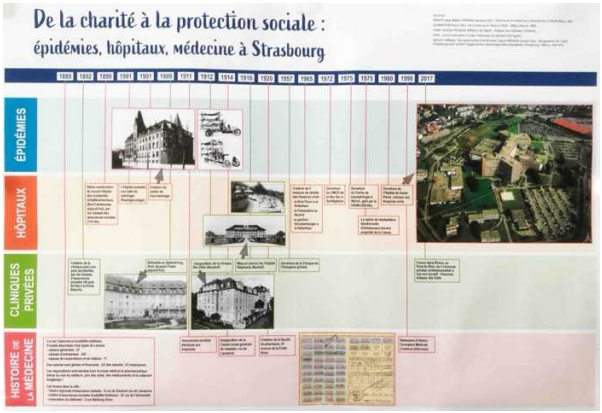
L'exposition constituée de 7 panneaux invite à parcourir sur plan et à visiter individuellement les établissements de soin et de protection sociale à partir d'un circuit proposé de déambulation dans Strasbourg.

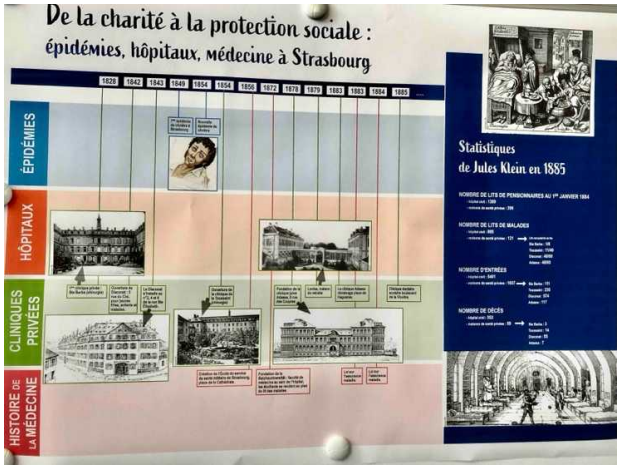
Les panneaux informent sur les diverses épidémies qui ont sévi dans l'histoire locale depuis 591 et le Moyen Âge jusqu'à 2017, comment se sont organisés chaque fois les luttes épidémiologiques et les soins à la population, cela à partir des hôpitaux, des cliniques privées, et chaque fois, en partie basse de chaque panneau, en indiquant les incidences que cela a eu sur l'histoire et les progrès de la médecine à partir des coups de butoir épidémiques successifs qui à chaque époque nécessitaient de réagir.





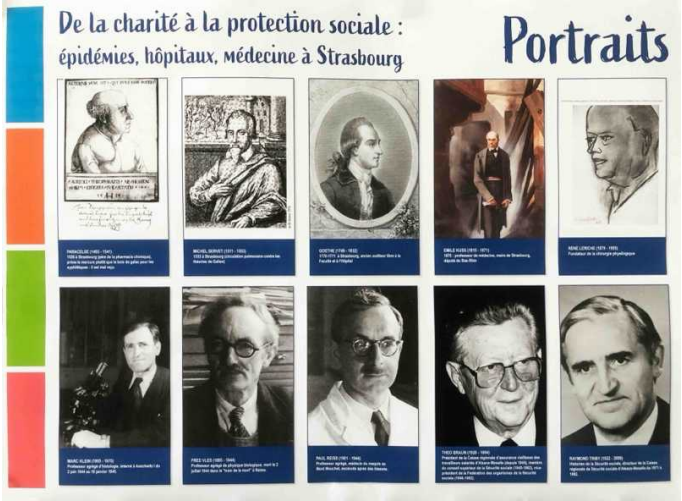






Le dernier panneau met à l'honneur 7 portraits, depuis Paracelse (1493-1541) père de la pharmacie chimique qui prône le mercure plutôt que le bois de gaïac pour les syphilitiques : il est mal reçu, jusqu'à Raymond Triby (1922-2009) historien de la Sécurité Sociale, directeur de la Caisse régionale de SS d'Alsace-Moselle de 1971 à 1982.

Le CNAHES est très attaché à travailler à partir de sources archivistiques mais en donnant beaucoup d'importance aussi aux acteurs et à leurs témoignages. C'est dire que l'histoire est grandement faite par des humains dont les actions ont eu des conséquences sur leurs contemporains, l'évolution des connaissances et donc des effets sur les générations suivantes.



Mais je relève que les 10 portraits de l'exposition sont exclusivement composés d'hommes. Il y a encore du travail à faire pour rappeler le rôle des femmes dans l'histoire et y compris dans l'histoire de la médecine !

Un grand bravo à Mme. Françoise Olivier Utard pour ce travail de type universitaire organisé pour une transmission grand public très réussie !

Lors du lunch, j'ai pu échanger avec les organisateurs au sujet des actes du colloque. Il semble qu'aucune captation vidéo n'ait été réalisée, ce qui devrait impliquer pour les actes une navette classique pour obtenir des intervenants une version écrite publiable de leur propos. J'ai évoqué l'idée qu'on puisse réfléchir à une publication Grand Est commune aux colloques de Strasbourg, Troyes et Nancy qui pourrait faire l'objet d'un travail en 2026. Mais la présidente du conseil scientifique de l'AHSS Alsace-Moselle m'a semblé plutôt rétive à l'idée en se retranchant sur l'avis de son Conseil. Il y aura lieu d'en reparler, mais il me semble que chaque université ayant intérêt à se faire valoir, on s'acheminerait plutôt vers des publications universitaires différenciées (versions papier et sur les sites), ce qui a priori ne devrait pas compromettre une valorisation collective dans l'espace numérique dédié à l'ensemble du Projet Grand Est : la SS a 80 ans en 2025 sur le site cnahes.org

Voilà, en l'absence d'Alain Caps, le retour que je pouvais faire sur cette importante manifestation. Peut-être que ceux qui assistaient aussi au colloque veulent prendre la parole ?

(Arrêt du partage d'écran).*

Jean-Marie Villela : tu as bien résumé. C'est vrai que la partie débat était un peu embêtante Mais c'est la nature de l'exercice qui fait que c'est difficile d'avoir des débats dans ce genre de manifestation.

Henri Molon : dans l'exposition, il n'y a pas eu assez d'images sur les créations de structures hospitalières par la Sécurité Sociale. Cette dernière n'a pas été simplement un organisme de remboursement de frais de santé ; elle a été à l'origine d'un certain nombre de création de tissus de soins. Ainsi, en Lorraine, tout ce qui est de l'ordre de la réadaptation fonctionnelle dans toute la région a relevé de créations de la Caisse d'Assurances Maladies, avec l'intermédiaire au départ de la *Clinique de Traumatologie*.

Somhack Limphakdy : est-ce qu'on a une idée de la topologie des 80 personnes qui étaient présentes à ce colloque ? Est-ce que c'était plutôt des étudiants, des membres des OSS, du grand public, des curieux… On le sait ?

Jacques Bergeret : je ne le sais pas de manière précise. C'est dommage qu'Alain Caps ne soit pas là car il a les informations qui étaient requises lors des inscriptions.

Jean-Marie Villela : il n'y avait pas de curieux.

Jacques Bergeret : il y avait surtout des étudiants, alternants vraisemblablement en stage dans l'une ou l'autre des structures de la Carsat qui est énorme puisque comptant 1000 personnels tous statuts confondus et situés dans pas mal de services, semble-t-il un certain nombre de cadres, mais le grand public n'était pas là.

Je propose de clore ce point et de passer aux projets.

Kristel Meiffret-Delsanto : j'ai de bonnes nouvelles.

III.2 - Les projets

Jacques Bergeret : à ce stade, les projets de manifestations sont les suivants sur lesquels les pilotes de chacun d'eux peuvent s'exprimer :

- **Table-ronde du 25 septembre 18h-20h : *« A partir de la Sécurité Sociale d'aujourd'hui, comment instituer démocratiquement la redirection écologique et sociale ? »*, à l'Hôtel de Ville de Strasbourg**, rue Brûlé. (Pilote : Somhack Limphakdy - Association pour une SS de l'alimentation Alsace).

Somhack Limphakdy : je confirme que la conférence sera hybride car enregistrée avec une possibilité de connexion en visio, du fait qu'une des intervenantes parlera à distance. Les autres intervenants seront présents. On est en train de préparer l'affiche que je te ferai parvenir. L'évènement est déjà noté dans l'agenda de pas mal de personnes.

On a répondu à un appel pour une recherche-action de l'Université de Strasbourg avec une demi-journée de lancement d'un projet de recherche ; et on aura ensuite le soir une séance ouverte au public sur les enjeux de la SS de l'alimentation.

Jacques Bergeret : pour qu'on comprenne bien, quel est le lien de cette recherche-action avec la SS ?

Somhack Limphakdy : notre action contributive au programme de recherche, en lien avec notre projet associatif, s'articulera sur ce qu'on appelle des *"work packages"* ; il y aura trois espaces : 1/ sur une cartographie sensible de ce qu'est le droit à l'alimentation etc… 2/ sur la résilience alimentaire ; 3/ sur les comptabilités socio-environnementales. Le tout est en lien avec notre projet associatif. On profite de cet après-midi de travail pour prévoir le soir un évènement pour le public intéressé sur les enjeux de la SS de l'alimentation.

Jacques Bergeret : c'est clair, la soirée seule devant être référencée au titre du Projet Grand Est : la SS a 80 en 2025. Il faudra m'envoyer les éléments de cadrage ; cf. fiche évènement en ligne :

Télécharger la FICHE ÉVÈNEMENT d'une manifestation candidate au label « Projet Grand Est : la SS a 80 ans en 2025 »

- **Table-ronde de Mulhouse au mois de novembre** (date à préciser en septembre) (Pilote : Somhack Limphakdy - Association pour une SS de l'alimentation Alsace).

Somhack Limphakdy : je confirme qu'on ne saura la date qu'en septembre car elle sera fixée en partenariat avec la chaire de l'économie sociale et solidaire de l'université de Haute Alsace ils n'ont pas encore le calendrier d'occupation de l'amphithéâtre et on a convenu qu'il était suffisant d'arrêter une date à la rentrée.

Jacques Bergeret : de notre côté, il est prévu de confectionner un support de communication durant l'été pour récapituler l'ensemble des événements du Projet Grand Est, en rappelant ceux qui sont déjà passés et en mettant en avant ceux qui sont programmés à partir du mois de septembre. Donc, là aussi, si on peut m'envoyer quelques lignes de cadrage en une fiche évènement, ce serait bien. Il s'agirait de confirmer ou modifier les trois thématiques dont je dispose déjà depuis notre dernière réunion et que je rappelle pour mémoire :

1. **la sécurité sociale et le régime local Alsace-Moselle** : avec la présence d'un alumni[1] de l'EN23S avec l'intervention de Patrick Heidmann ;
2. **le droit à l'alimentation et les retours d'expérience des personnes concernées par la précarité alimentaire** (idée de donner la parole aux personnes testeuses de la caisse commune de l'alimentation du quartier de Bourtzwiller à Mulhouse) ;
3. **les porteurs de projet en faveur de l'alimentation durable dans l'ESS**, en lien avec les incubateurs alsaciens et une focale sur le parcours porté par une Start Up de Territoire intitulé "Potion Merveilleuse".

Somhack Limphakdy : c'est bien ces trois choses-là et on pense que trois heures, cela suffit.

Jacques Bergeret : donc, c'est confirmé. Mais il était prévu une suite à cette table ronde avec une manifestation au Centre socio-culturel Pax de Mulhouse sous forme d'un temps convivial et festif pour parler avec les habitants du quartier de Bourtzwiller : de la Sécurité sociale, de son apport en termes de protection sociale, de son rôle dans la lutte contre les phénomènes de précarisation et une réflexion sur la sécurité sociale de l'alimentation. Est-ce que c'est confirmé ?

- **Manifestation « Sécurité Sociale et enjeux alimentation-santé », novembre 2025, au Centre socio-culturel Pax, 54 rue de Soult à Mulhouse.** (Pilote : Somhack Limphakdy - Association pour une SS de l'alimentation Alsace).

Somhack Limphakdy : oui, c'est confirmé mais ce ne sera peut-être pas le même jour. Ce qui se profile c'est qu'on va très certainement essayer de profiter d'un événement très grand public qui attire beaucoup d'habitants du quartier, qu'ils appellent *Le festival de la soupe* ou quelque chose comme cela et qui se déroule sur deux jours, pour parler de la Sécurité Sociale et des enjeux du lien alimentation-santé. Autrement dit, il s'agirait de profiter d'un moment qui n'a rien à voir avec les 80 ans de la SS pour attirer du monde sachant que c'est un événement du centre socio-culturel du Pax qui a lieu chaque année depuis longtemps et qui rassemble plusieurs centaines de personnes à ce moment-là. Donc si on fait quelque chose à ce moment-là, après avoir échangé avec le centre socio-culturel, l'évènement aura lieu le premier ou le second jour de ce festival. Donc on ne sait pas encore à quel moment ce sera véritablement. Dès que j'aurai les informations, je te les transmettrai par mail.

[1] ALUMNI signifie « élèves » en latin : c'est le pluriel d'alumnus et c'est couramment utilisé aujourd'hui pour désigner les associations de diplômés.

Jacques Bergeret : ça marche, parfait. Alors on arrête là-dessus et on passe à l'action de l'association Citoyenneté Active Lorraine.

- **Réflexion sur le rôle de la Sécurité Sociale avec les habitants d'un quartier politique de la ville de la municipalité de Jarville-la-Malgrange (Meurthe-et-Moselle) initié au moyen d'un questionnaire sur les questions de santé.** Juin et dernier trimestre 2025. (Pilote : Denis Poisson – Association Citoyenneté Active Lorraine), en partenariat avec l'AREHSS et le CNAHES.

Jacques Bergeret : Denis Poisson est excusé mais nous avons fait le point lors du dernier CA de Citoyenneté Active Lorraine auquel je participais au titre du CNAHES.

Un quiproquo a été levé car lorsque nous avons travaillé sur ce que nous pensions être un projet de questionnaire (reçu le 14 mai), en vue de transmettre nos propositions d'amélioration, en réalité, il était déjà transmis à la municipalité pour duplication et mise à disposition de la population dans trois lieux du quartier de La Californie de Jarville qui compte environ 2000 habitants. Ainsi, la première phase du projet était-elle donc déjà enclenchée pour une période étalée du 2 au 27 juin à la ludothèque « Le Hérisson », à l'Espace de Vie Sociale (EVS) de la MJC de Jarville-la-Malgrange, et au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Une trentaine de questionnaires étaient déjà informés hier. Denis Poisson a prévu demain 13 juin de tenir une permanence de 15h à 18h pour avoir un contact direct avec des habitants invités à répondre aux questions.

Durant l'été, Denis Poisson devrait dépouiller les ± 200 questionnaires espérés informés et il y aura lieu de déterminer avec la municipalité la date et le lieu d'une réunion débat avec les habitants du quartier et les représentants de la ville en partenariat avec l'AREHSS et le CNAHES.

Voici l'annonce qui a été diffusée par les réseaux sociaux :

- **Ciné-débat à partir du documentaire de Gilles Perret « La Sociale » de Gilles Perrault du jeudi 16 octobre au cinéma Casino de Joeuf** ; éventuellement précédé d'une séance avec des lycéens de terminale, soit avec le même support, soit avec des outils pédagogiques adaptés pour échanger sur la SS avec des scolaires, dans le cadre d'une séance qui serait menée par la CPAM de Meurthe-et-Moselle (Pilote : Claudie Trecziack).

Jacques Bergeret : le projet est bien confirmé, mais je regrette vraiment l'absence aujourd'hui de Claudie Trecziack. En effet, j'ai un mal fou pour avoir des informations précises sur l'organisation de la séance ciné-débat du soir et je ne sais pas du tout comment les choses ont évoluées vis-à-vis du projet d'associer l'Éducation Nationale.

En effet, il était envisagé de faire quelque chose l'après-midi avec des lycéens de terminale, soit avec le même support du film « La Sociale » ou que ce soit un événement piloté par la CPM de Meurthe et Moselle, mais s'il ne bouge pas et que je n'ai pas des éléments qui me permettent de faire avancer le projet avec l'équipe d'animation qui est intervenue lors de la séance au cinéma Caméo de Nancy, cela va devenir compliqué. Donc je ne m'attarde pas là-dessus

- **Colloque à l'UTT de Troyes le jeudi 2 octobre de 9h à 13h** (Pilote : Gilles Grouvel).

Jacques Bergeret : Gilles Grouvel qui fait partie du CoPil suit attentivement les travaux sans pouvoir y participer en raison de ses obligations professionnelles. C'est pourquoi il a opté avec notre accord pour des visioconférences dans des créneaux compatibles avec son emploi du temps. Trois réunions ont déjà eu lieu avec Henri Molon, Jean-Marie-Villela et moi-même ; la dernière était le 4 juin dernier. Je suis chargé de vous informer.

Le colloque est prévu et confirmé le 2 octobre prochain sur une demi-journée de 9h à 13h à l'université de technologie de Troyes (UTT), 12 rue Marie Curie à Troyes, dans le grand amphi de 500 places.

Me souvenant de la remarque de Kristel Meiffret-Delsanto disant qu'il valait mieux un amphi bien rempli qu'un grand amphi au trois quart vide, et interrogeant Gilles Grouvel à ce sujet, il a répondu avoir travaillé avec les dirigeants des autres organismes de sécurité sociale en définissant des quotas respectivement pour la CAF, l'URSSAF, la CPM la mutualité sociale agricole, chaque organisme invitant ses collaborateurs et tous faisant de la publicité pour l'évènement. On lui a dit qu'en réalité jamais le grand amphi de l'UTT n'avait été complètement rempli et que si on y arrive, ce serait donc une belle performance !

Gilles Grouvel a rencontré la responsable des BTS SP3S ; il s'agit des BTS de services et prestations des secteurs sanitaire et social du lycée professionnel Jeanne-Mance de Troyes. Il y aura tous les étudiants des BTS SP3S. Il y aura aussi les élèves du diplôme d'assistant de services sociaux. J'espère que ça ne va pas faire comme avec l'IRTS de Lorraine pour le caméo où en réalité ils y étaient seulement 7. Et puis avec le département, la ville de Troyes et Champagne Métropole, il fait en sorte d'inviter un certain nombre d'élus pour l'ouverture du colloque. Donc il espère avoir du monde.

L'animation sera faite par le directeur de la télévision locale *Canal 32* et des réunions préparatoires sont déjà engagées avec cet animateur et Gilles Grouvel, de manière à ce qu'il ait la fibre de ce qu'on veut faire au sujet de cet anniversaire de la SS.

Le Service de communication de la CPM de l'Aube est en train de travailler pour les envois des invitations et la publicité, avec une *deadline* pour un adressage début septembre. Le service en plus des visuels proposés au national a récupéré l'affiche du colloque de Strasbourg et pourra s'en inspirer ou non.

Les indications sur le déroulé, susceptibles d'ajustement, sont les suivantes :

Séance d'ouverture (9h)

Après un mot d'accueil, l'animateur de la télévision locale expliquera et donnera le sens de l'événement en s'appuyant plutôt sur les éléments mis à disposition par l'EN3S.

Les personnalités politiques locales prendront la parole ; sont prévus pour le moment : le président de l'UTT, le maire de Troyes et le président du Conseil départemental de l'Aube.

Interventions

Que représente la Sécurité Sociale, dans l'expression de ses différentes branches, dans le département de l'Aube ?

Par l'animateur. Approche factuelle chiffrée.

L'évolution de la Sécurité Sociale depuis 1945 à nos jours.

Jean-Marie Spaeth de 10h à 10h45, mais en réalité pour 40 minutes effectives. Il a prévu de traiter son sujet, portant sur, en 5 parties.

- 1er axe : le rappel de la philosophie ; les principes et ambitions des fondateurs de la Sécurité Sociale et cela pour les 4 branches santé, vieillesse, famille financement, gouvernance.
- 2ème axe : les évolutions des prestations servies par les 3 branches de la Sécurité Sociale : assurance maladie, caisse nationale de la famille, prestations retraite.
- 3ème axe : les évolutions du financement de la sécurité sociale.
- 4ème axe : les évolutions institutionnelles et de gouvernance.
- 5ème axe : quelques réflexions sur l'avenir.

Trois personnages qui ont marqué l'histoire de la Sécurité Sociale ».

L'AREHSS et le CNAHES sont chargés d'évoquer trois personnages en 3 x 5mn par des citations significatives qui seront dites en même temps que des photos seront projetées sur l'écran de l'amphi. Nous nous sommes répartis les rôles :
Henri Molon pour **Pierre Laroque**,
Jacques Bergeret pour **Ambroise Croizat**,
Jean-Marie Villela pour **Simone Veil**.

Il est prévu que les éléments soient fournis cet été, fin juillet de principe, pour permettre à l'animateur d'en prendre connaissance en septembre.

L'historique de la Sécurité Sociale dans le département de l'Aube (sous réserve)

Nicolas Dohrmann, directeur des Archives Départementales de l'Aube. Cette intervention, si elle ne pouvait être produite à temps, pourrait être publié ultérieurement en annexe des actes du colloque et sur l'espace numérique du Projet Grand Est : la SS a 80 ans en 2025 sur le site cnahes.org

Témoignages d'anciens salariés sur l'évolution de la SS durant leur carrière, selon les branches.

Personnes issues de divers Organismes de SS de l'Aube. Une préparation est engagée avec elles pour s'assurer que ce qui sera dit afin d'éviter les répétitions vis-à-vis de l'auditoire.

Les nouveaux enjeux cybernétiques (l'évolution actuelle de la SS et son avenir confronté aux évolutions technologiques).

Yassine Ouazene Maître de conférences / Associate Professor Computer Science and Digital Society, professeur à l'UTT abordera ce thème sensible aujourd'hui au regard des questions de sécurité des systèmes de gestion mais aussi concernant la sécurité des données personnelles, les développements d'applications faisant recours à l'intelligence artificielle.

Table ronde sur les exemples d'accompagnements professionnels des assurés réalisés par la Sécurité Sociale.

Salariés des diverses OSS de l'Aube. Une réunion préparatoire avec les intervenants est prévue avant la fin du mois de juin pour que leurs interventions respectives ne soient pas redondantes et qu'elles abordent chacune un angle un peu différent de l'accompagnement.

La Sécurité Sociale française vue de l'étranger.

Dr. Corina Mancea. Cette universitaire roumaine, médecin de profession ayant travaillé en France, titulaire d'une chaire universitaire en Roumanie, donnera son point de vue sur la Sécurité Sociale française, vue de l'étranger. Quelques questions lui sont posées par Gilles Grouvel : quel a été votre premier contact avec le système de protection sociale français ? Qu'est-ce qui vous a marqué ? Quelle est votre perception et votre regard sur la sécurité sociale française ? Selon vous, comment est-elle perçue dans votre pays ? Parlez-nous de votre pays. Quelles sont les différences ou similitudes entre notre système et celui de votre pays ? Votre pays a connu une évolution avec la fin du régime communiste puis l'adhésion à l'Union européenne. Qu'est-ce que cela a changé pour la protection sociale dans votre pays ?

Verre de l'amitié.

*

Voilà pour l'essentiel le cadrage de la préparation de ce colloque tel qu'il ressort de nos échanges. Je pense qu'on ne va pas s'éterniser là-dessus et on va tout de suite passer à la suite sauf s'il y a des questions ou un complément à apporter par Henri Molon et Jean-Marie Villela qui participaient à cette rencontre.

Somhack Limphakdy : dès que l'affiche sera disponible, je souhaite que tu nous la transfères parce qu'un collectif local situé près de Troyes, composé d'une trentaine de personnes actives, est en train de s'organiser autour du projet de sécurité sociale de l'alimentation dans l'Aube. Ils pourraient être intéressés par le colloque.

Jacques Bergeret : comme je l'ai indiqué tout à l'heure, ce n'est pas moi qui m'occupe de la communication pour ce colloque mais le service communication de la C.P.A.M de l'Aube qui a prévu de lancer la publicité début septembre. Par contre il pourrait déjà y avoir à ton initiative une information de ces trente personnes de l'Aube à partir des éléments dont je viens de parler et que je reprendrais dans le prochain compte-rendu.

Somhack Limphakdy : est-ce que tu peux m'envoyer les coordonnées de M. Grouvel ?

Jacques Bergeret : l'adresse mail de Gilles Grouvel, Directeur de la CPAM de l'Aube, figure comme celle de tous les inscrits au CoPil dans la liste envoyée par mail le 25/02 et à nouveau avec les nouveaux inscrits le (* Fichier :

Somhack Limphakdy : d'accord ; je lui écrirai pour le mettre un lien avec la correspondante du collectif dont j'ai parlé qui s'appelle Julie Girost.

Jacques Bergeret : d'accord, et merci de me mettre en copie au titre de la coordination.00 :

- **Manifestation dans les Vosges (Pilote : Jean Pierrel).**

Jean Pierrel : après de multiples démarches qui n'aboutissaient pas, une perspective existe, non formalisée à ce stade pour réaliser une manifestation à partir d'une introduction au débat qui serait constitué par le *spectacle sur les idées reçues sur la Sécurité Sociale* proposé par Moussa Aridja *(* Adhérent du CNAHES)* que j'ai contacté et qui m'a donné son accord. Il est présent ce soir.

J'ai contacté aussi Somhack Limphakdy, également présente, en vue d'une intervention sur les aspirations des citoyens à *la sécurité sociale de l'alimentation* qui attire beaucoup de jeunes alors qu'on a beaucoup plus de mal à parler à la jeunesse de l'institution Sécurité Sociale traditionnelle.

Je vais essayer de voir et d'associer *la Confédération Paysanne* que je connais bien.

Le maire de la commune de Tendon[2] *(* Gérard Clément)* a trouvé le projet très intéressant. Il devait me rappeler ce midi ; il ne l'a pas fait ; donc je n'ai pas avancé en suffisance pour déterminer le lieu où pourrait se tenir la manifestation : soit dans cette commune de Tendon, ou celle de Bruyères, ou ailleurs.

Mon objectif est que le projet soit formalisé pour la fin du mois de juin prioritairement pour sur la date et le lieu.

Voilà ce que je peux vous dire ce soir et en vous priant de m'excuser pour la suite de la réunion puisque je serai absent tout à l'heure en raison d'une autre réunion.

Jacques Bergeret : merci. Il y a maintenant grande urgence à fixer la date et le lieu. Je te rappelle qu'en fonction de cela, l'AREHSS et le CNAHES sont prêts à se déplacer et venir en appui notamment pour l'animation des débats sur les questions d'histoire et de réflexion sociétale concernant la Sécurité Sociale et son avenir dans l'intérêt de tous. Il est possible aussi d'assurer une intervention sur un thème à convenir.

Jean Pierrel : pour le moment, ma recherche de support de communication grand public sur la SS n'a pas abouti du côté de la CAF des Vosges, Samuel Fargette n'étant pas disponible en ce moment. J'ai contacté Antoine Gardavaud *(* Sous-Directeur à la Régulation et à la Relation avec les Acteurs en Santé (DRRAS) de la CPAM de Meurthe-et-Moselle)* qui au départ m'a dit "voyez Fargette", mais après que je lui aie expliqué l'indisponibilité de ce dernier, il m'a renvoyé un mail en disant qu'il devait voir son homologue de la CPAM des Vosges et de voir de quelle documentation pédagogique je pourrais disposer. Voilà où j'en suis dans les démarches mais c'est un peu plus concret que ce que j'avais obtenu jusqu'à présent !

Jacques Bergeret : le projet prend forme, c'est bien, et on t'encourage à le finaliser. Bonne réunion qui suit et à bientôt.

Jean Pierrel : voilà, désolé de ne pas aller plus vite ; on va essayer de fixer l'essentiel pour la fin du mois. Je vous quitte pour ma quatrième réunion en visio de la journée !

Jacques Bergeret : on passe maintenant au projet de colloque de Verdun à Troyes.

- **Colloque à la Cité de la Paix de Verdun – fin octobre début novembre** (Pilote : Franck Briey).

Jacques Bergeret : j'ai le regret de vous informer que Franck Briey m'a fait part de sa décision de renoncer au projet en raison de la défection des soutiens locaux qu'il escomptait, mais aussi d'une surcharge professionnelle de travail liée notamment à la nécessité d'assurer l'intérim d'une direction de l'un des établissements de son association. C'est bien regrettable, car c'était prévu d'aborder des sujets de la branche famille et aussi des questions de handicap et des préoccupations des parents et des personnes en situation de handicap. Mais nous devons prendre acte de la décision prise et de ce fait nous ne parlons plus du projet de colloque à Verdun.

Je rappelle l'information selon laquelle, hors de notre Projet Grand Est, la CPAM et la CNAF de la Meuse avaient l'intention d'organiser une *marche des 80 ans de la SS*. Il ne se passera donc pas rien dans ce département pour cet anniversaire !

Je donne maintenant la parole à Kristel Meiffret-Delsanto pour le colloque de Nancy.

[2] Village de ± 500 ha, situé à une vingtaine de km de Gérardmer, d'Épinal et de Remiremont.

- **Colloque de Nancy des jeudi 27 (journée) et vendredi 28 (matinée) novembre** (Pilote : Kristel Meiffret-Delsanto).

Kristel Meiffret-Delsanto : tout d'abord, je présente mes plus plates excuses pour mon absence à la réunion de mardi dernier ! Je suis vraiment désolée j'ai vraiment fait un couac dans mon agenda.

Jacques Bergeret : pour que tout le monde comprenne bien, il s'agissait de la réunion du Groupe Projet Territorial de préparation du colloque de Nancy, et nous ne pouvions pas avancer sans notre pilote !

Kristel Meiffret-Delsanto : alors, au titre des nouvelles du jour et des finances, j'ai relancé Marie-France Laroque qui m'avait fait parvenir l'information pour un soutien de l'AHSS à hauteur de 1.000 €. Elle devait m'envoyer la convention pour le laboratoire François Gény, elle ne l'a pas encore fait, donc je me suis permis de la relancer je n'ai pas de retour pour l'instant. En revanche j'ai eu un retour de Stéphanie Allais qui pilote le CoPil des 80 ans de la SS à l'EN3S ; elle m'a annoncé officieusement d'un soutient à hauteur de 3.000 €, ce qui est plutôt très chouette.

Au niveau local j'ai eu une confirmation de Sarah Witcock de la CPAM 54 qui me confirme que le soutien financier des organismes locaux du Grand Est, en tout cas URSSAF, CPAM, CARSAT, MSA, CAF, devraient intervenir en complément de ce que nous avons déjà.

En revanche Anne-Hélène Ruff, la directrice de la CARSAT du Nord Est me dit *«- Je ne sais pas si c'est absorbé ou pas »* ; donc là il faut quand même que je tire ça au clair de savoir si c'est 3.000 du national 1.000 ou 1.500 du local ou si c'est 3.000 local/régional confondus.

En attendant j'ai indiqué comment fonctionne notre laboratoire s'agissant des subventions ; je les ai un peu "pressées" en leur indiquant que maintenant je commence à avoir besoin de solliciter les intervenants et que nous avions besoin de connaître le montant de notre enveloppe financière de sorte à pouvoir mobiliser et mettre en oeuvre l'organisation opérationnelle. Elles m'ont assurée de revenir vers nous le plus tôt possible.

Du côté de l'université, c'est verrouillé au niveau de notre laboratoire. Notre responsable administratif m'a confirmé que nous avions bien deux options de salles positionnées sur la fac de droit pour les deux jours ; on a même trois jours puisque selon le format d'enregistrement, s'il y a besoin de techniciens ou pas, on a mis une option sur le 26 novembre après-midi de manière à pouvoir s'installer correctement.

J'ai bien entendu les remarques faites tout à l'heure à propos du retour d'expérience du colloque de Strasbourg et de la préparation de celui de Troyes, s'agissant de la dynamique, d'éviter des interventions en tunnel et de laisser la place au dialogue. C'est prévu dans le projet initial et nous avons confirmé l'importance de disposer de temps d'échange.

J'ai écrit à l'assistante de Dominique Libault pour savoir s'il accepterait de prendre place à la table ronde s'agissant de la question de la place de la solidarité face à la montée de l'individualisme.

Étienne Thévenin avait suggéré les noms de deux philosophes avaient été évoqués dans notre groupe de préparation, potentiellement pour la table ronde ; je ne sais pas ce qu'il en est, est-ce qu'il a pu les contacter ? est-ce moi qui les contacte ? Et le cas échéant est-ce qu'on peut me donner des adresses parce que je n'ai pas les contacts mail de ces personnes.

Jean-Marie Villela : Étienne Thévenin a suggéré le nom du Professeur Paul Clavier (* *Histoire et analyse des systèmes philosophiques ; directeur du Master de Philosophie)* de l'université de Lorraine**.** Je crois qu'il est en train de le contacter.

Jacques Bergeret : nous avons une réunion demain avec Étienne Thévenin, on lui demandera où il en est dans cette démarche.

Kristel Meiffret-Delsanto : impeccable.

Jean-Marie Villela : en revanche c'est moi qui ai suggéré le deuxième nom d'Estelle Ferrarese qui n'est pas de l'université de Lorraine mais du nord d'Amiens. *(* ndr. Professeure de philosophie morale et politique, département de philosophie, Université de Picardie Jules Verne, elle est spécialiste de la Théorie critique de l'École de Francfort, elle écrit sur la vulnérabilité, le corps, l'espace public, le marché).* C'était en fait une deuxième possibilité au cas où monsieur Clavier répondrait négativement à la proposition d'Étienne Thévenin.

** Depuis, le 14/06/25, Étienne Thévenin nous a fait savoir que Paul Clavier, Professeur de Philosophie à l'Université de Lorraine (site de Nancy), accepte de participer à la table ronde finale du colloque du 27-28 novembre.*

Kristel Meiffret-Delsanto : je propose d'aborder maintenant le déroulé prévisionnel du colloque en partageant mon écran et la dernière version communiquée aux membres du Groupe Projet Territorial de Nancy. En couleurs (rouge ou bleu), les actualisations par rapport à la version précédente du document de travail de ce groupe.

** Partage d'écran. Ndr : je synthétise en la simplifiant cette présentation sans reprendre les commentaires explicatifs de chaque item. Attention : le minutage affecté aux interventions - pour partie non encore décidées au regard de plusieurs choix possibles - est indicatif. Il doit complétement être revu et déterminé ultérieurement.*

Journée n°1 - Jeudi 27/11/25
« De 1945 à nos jours – Les mutations du système de la sécurité sociale ».

8h 30 Accueils d'usages et discours d'ouverture

- Conseil régional. Jacques Bergeret a pris contact avec le cabinet du président Franck Leroy. Ce dernier, déjà pris à cette date, devrait se faire représenter. Peut-être par la conseillère régionale Valérie Debord)
- Ville de Nancy et Métropole du Grand Nancy : Jacques Bergeret a pris contact avec le cabinet de M. Mathieu Klein, maire et président de la métropole. (donc, en attente de confirmation)
- Université de Lorraine- Laboratoire
- Marie-France Laroque

Présidence de la Journée n°1 – un historien de la sécurité sociale (à déterminer)

9h 00 - Temps 1 – Approche historique – Hommages aux Pères fondateurs.

1- « Prémices et construction de la Sécurité sociale ». (Jean-Marie Villela et Étienne Thévenin) – (30 mn).
2- « L'Histoire du Droit de la Sécurité sociale ». (François Moncassin, professeur agrégé d'histoire du droit de l'Université de Lorraine, Historien du Droit) – (20 mn).
3- « Partenaires sociaux et protection sociale » pour venir porter la voix des organisations syndicales dans la constitution et la création du système que nous connaissons aujourd'hui.

- Idéalement, un représentant des organisations syndicales - (10 mn).
- M. Heit, vice président CPME Nationale, Président CPME Grand-Est, Président de l'Urssaf Lorraine, VP Carsat Nord-Est, 1er Président CESER (10 mn).

4- « Une reconfiguration nécessaire du cadre initial ». – Intervention de transition sur la reconfiguration du cadre initial pour aborder la deuxième séquence de 1946 à nos jours. Cadrage transitoire sur les problématiques qui ont conduit le système à s'adapter (crise économique, mondialisation, cout de la médecine, vieillissement de la population etc..) – intervenant à déterminer (intervenant non encore sollicité, donc sous réserve, mais dans l'idéal M. Borgetto et/ou Robert Lafore ? - (20 mn).

- Temps d'échanges avec la salle -

<u>11h 00 - Temps 2</u> : De 1946 à nos jours : les évolutions de la gouvernance et du financement.

1- « Initiative et créativité régionale, l'exemple de la caisse régionale ». (Étienne Thevenin) – (15 mn).
2- « L'évolution de la gouvernance et les relations avec l'État (Conseil, Conseil d'administration, tutelle, contractualisation COG/CPG) ». Patrick Heidmann) - (15 mn).
3- « L'évolution des ressources de la Sécurité sociale ». (Bernard Friot, sociologue) (15 mn).
4- « Les évolutions de la Branche recouvrement (nouveaux enjeux : mondialisation, sécurisation juridique, relation usagers ». Christophe Franceschi, Direction Régionale, Urssaf Lorraine – (15 mn).

- Temps d'échanges avec la salle -

12h 30 - Cocktail déjeunatoire pour les intervenants (± 30 personnes) pour favoriser les échanges, sans doute sur place dans les petits salons de la faculté de Droit.
Déjeuner libre pour le public.

<u>13h 30 - Temps 3 – De 1946 à nos jours : les mutations des prestations.</u>

1- « Les évolutions de l'accès aux prestations sociales (simplification des démarches, universalité, solidarité à la source) ». (R. Marié, Pr. Lyon 2 et/ou L. Isiro, MCF Nanterre universalité, simplification des démarches – en attente de retour sur disponibilité) – (20-30 mn).
2- « L'évolution des politiques familiales ». Karine Staab-Binaux, directrice de la relation – CAF – (15 mn).
3- « L'évolution dans la prise en charge des soins ». Antoine Gardavaud, Sous directeur CPAM – (15 mn).
4- « La coloration répressive de la sécurité sociale ». (Pressenti P. Morvan, Pr. Paris Assas ou Magistrat, Cour de cassation, 2eme chambre civile ; à défaut Kristel Meiffret (* ndr : ce serait bien puisqu'elle a fait une thèse sur la fraude !) (15 mn).

Il s'agirait de montrer à quel point aujourd'hui la question de la lutte contre la fraude, des sanctions des prérogatives punitives sont prégnantes dans le discours politique et dans le discours y compris dans l'organisation et même juridique et d'essayer de faire en sorte que ces questions-là ne masquent pas le rôle essentiel de la protection sociale de la Sécurité Sociale qui est avant tout d'être au service des assurés, des allocataires dans l'accompagnement face aux risques auxquels, heureux ou moins heureux, ils pourraient être exposés.

5- « Les évolutions dans l'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles (AT-MP) » – Dominique Asquinazi-Bailleux, Pr. Émérite Lyon.
6- « Enjeu et intérêt d'une intensification de la prévention ». Géraldine Rothhahn, sous directrice de la CARSAT du Nord Est, en charge de la branche maladie.
7- « La 5ème Branche ». (Demander à Benjamin Ferras, IGAS).

- Temps d'échanges avec la salle et entre intervenants -

Soirée libre
Mais, à déterminer selon budget et densité de la journée : si possible, diner des intervenants (Salon Excelsior avec lequel l'université à un partenariat lors de l'organisation de manifestations de cette envergure ?) + hébergement pour les intervenants extérieurs.

Journée n°2 – Vendredi 28/11/25 – Approche prospective :
« 2025 et après ? - Les mutations prévisibles et leurs enjeux ».

Présidence : un historien du droit de la sécurité sociale.

9h 00 - Les nouveaux défis.

1- « Quel avenir pour le couple travail et sécurité sociale ? » (Si possible Pr. Alain Supiot ; autrement proposer à P. Verkindt, Pr. Émérite, université Paris Panthéon Sorbonne ou J. Y Kerbourch', université) – (20 min).
2- « Quelle évolution pour les régimes spéciaux ? » (Thierry Tauran, MCF, université de Lorraine. (20 mn).
3- « Le verdissement de la sécurité sociale en rapport aux problématiques écologistes » (C. Willmann, Pr. Université de Rouen). (20 mn).
4- « Le fonctionnement de la sécurité sociale à l'heure de l'Intelligence Artificielle (IA) ». L'IA interrogeant les nouvelles générations. Si possible Carole Leclerc, directrice du projet IA au sein de la caisse nationale de l'Urssaf ; elle maîtrise très bien son sujet qu'elle traite sous différents angles, aussi bien sous le prisme de l'intérieur des collaborateurs de la Sécurité Sociale que dans la relation à l'usager. Si elle ne peut pas, on fera appel à un intervenant local : S. Feck ou E Giard ? (20 mn).

Échanges avec la salle

11h 00 – Les nouveaux périmètres.

1- « Une redéfinition des périmètres de la sécurité sociale et ses implications ? » (Virginie Donier, Pr. Droit public, université de Toulon, spécialiste des questions de frontières entre la SS et l'Aide Sociale et les rapports entre les deux.
2- « Sécurité sociale, protection sociale complémentaire (santé, retraite) : un jeu de vases communicants ? » (Nicolas Da Silva). Ou comment voir la place de l'un et de l'autre en fonction de l'état des finances, des couvertures. Le rapport d'application de la loi de financement de la sécu qui est sorti de manière relativement assassine sur les déficits, les comptes de l'assurance maladie, invite à faire le haro sur la lutte contre la fraude etc.

Et nécessairement, en fonction du vieillissement de la population et du renouvellement des méthodes de soins, la question des financements se pose et celle de la place des complémentaires santé par rapport à la base du régime général de la Sécurité Sociale.

Échanges avec la salle

Cocktail déjeunatoire pour les intervenants (± 30 personnes).
Déjeuner libre pour le public.

13h 30 - Table ronde interdisciplinaire.

« Une réconciliation possible avec les ambitions initiales ? Quelle place pour la solidarité face à une montée de l'individualisme ? ».

- 1 sociologue, (Bernard Friot).
- 1économiste, (Nicolas Da Silva, maître de conférences en sciences économique, Sorbonne Paris Nord).
- 1 historien (à déterminer Étienne Thévenin).
- 1 philosophe, Universitaire Université de Lorraine (Paul Clavier).
- 1 juriste, pressenti : Christophe Radé, Professeur université de Bordeaux.
- 1 représentant d'un organisme de la Sécurité sociale (à déterminer – sollicitation Dominique Libault pour le choix de l'intervenant si indisponible).

Discours de clôture :

- Sollicitation Dominique Libault pour porter la vision d'avenir des organismes de sécurité sociale; ou l'un des représentants des organismes de SS (Meurthe et Moselle ?)
- Chaynesse Khirouni, Présidente du Conseil départemental (sous réserve de validation)
- Puis peut-être Jacques Bergeret ou l'un d'entre vous qui aimeraient peut-être intervenir, même de manière un peu collégiale au moment des discours d'usage sur les remerciements.

* *Fin du partage d'écran.*

Kristel Meiffret-Delsanto : voilà où nous en sommes et je suis attentive à vos observations.

Jacques Bergeret : la première chose que je dirais c'est par rapport quand même aux finances parce qu'on avait des craintes au départ, là on est quand même rassurés et on avait raison d'être ambitieux pour ce colloque de clôture du Projet Grand Est : la SS a 80 ans en 2025 dont je pourrais dire quelques mots dans la séance inaugurale du colloque si je devais prendre la parole, plutôt qu'à la clôture.

Kristel Meiffret-Delsanto : tu as remarqué que j'étais un peu plus détendue !

Jacques Bergeret : oui, j'ai remarqué ! Mais toujours concernant les moyens financiers, il nous faut aussi penser aux dépenses post colloque, en particulier concernant la valorisation des actes, sans oublier la suggestion de Nicolas Brucker, le directeur de la Maison des sciences sociales et des humanités lorraines, d'une aide sur le budget de 2026. Comme je l'ai laissé entendre lorsque j'ai évoqué la publication des actes de Strasbourg avec la doyenne de la fac de droit, présidente du Conseil Scientifique de l'AHSS Alsace-Moselle, j'ai compris dans ses réticences, l'enjeu pour chaque université de publier plutôt chacun dans son coin. Je recule et abandonne plutôt l'idée que j'avais émise de nous lancer dans une publication commune qui reprendrait l'ensemble des actes des trois colloques du Projet Grand Est qui se seront déroulés successivement de Strasbourg, Troyes et Nancy.

Quoi qu'il en soit, la publication des actes nécessitent toujours du travail et un budget ; il faut nous y préparer, même si cela concerne l'exercice 2026 et dans la mesure du possible peut-être mettre un peu d'argent de côté et en tous cas réfléchir à la solvabilisation des suites du colloque.

Kristel Meiffret-Delsanto : alors oui, en sachant en ce qui concerne mon laboratoire par exemple, une demande de soutien à la publication sera faite vers le mois d'octobre ; un peu comme nous avons fait l'année dernière pour l'appel à projet pour le colloque. Parce que nous avions convenu avec le labo qu'on ferait les choses en réalité en deux temps. En plus comme nous en avions échangé, c'est vrai que 2025 c'est l'anniversaire des ordonnances de Pierre Laroque, mais sortir l'ouvrage en 2026 pour les 80 ans finalement de 1946 qui a quand même été une année charnière, cela pouvait être intéressant. Le budget actuel ne concerne que la part manifestation colloque et on pourra je pense obtenir plus tard un soutien sur la publication ultérieure en 2026. C'est pourquoi il ne nous faut pas rater l'appel à projet d'octobre ou novembre 2025. Ainsi, je pense qu'on aura d'autres possibilités à ce moment-là. Et puis, de ce que j'avais un petit peu compris, c'est encore trop prématuré pour le dire, mais je pense que l'EN3S ne serait pas fermée à collaborer aussi, enfin en tout cas à estampiller et donc à apporter sans doute quelques soutiens sur la publication des actes du colloque.

Jacques Bergeret : d'accord. De toute manière on est bien phasé comme cela aussi avec Nicolas Brucker puisqu'on avait dit que les dépenses concernant la publication des actes relèveraient de l'exercice budgétaire 2026 suivant. C'était ma première remarque.

Kristel Meiffret-Delsanto : exactement.

Jacques Bergeret : seconde remarque ; pour la convivialité et favoriser les échanges entre les intervenants lors des pour déjeuners, il n'y a rien de tel que rester sur place en mode cocktail ; et pour le soir du premier jour, le plan salon privatif de l'Excelsior est excellent si on arrive à en avoir les moyens. En termes d'enjeu, le colloque et les discussions qu'il provoque, contribuent ensemble à sensibiliser les enseignants de l'université à s'intéresser davantage aux questions d'histoire de la protection sociale et à la continuité de cette histoire dans l'avenir. Dernière remarque : je trouve qu'à partir de ton engagement personnel et du travail collectif, notre colloque est vraiment bien engagé : tout se met au mieux en place. Mais pour la communication qui devient urgente à partir de la rentrée de septembre, il nous faut avancer aussi sur la conception et la réalisation d'une affiche, d'une plaquette à diffuser, c'est-à-dire de la publicité à mettre en place.

Kristel Meiffret-Delsanto : ah, oui, j'ai oublié de vous dire. J'ai prévu un rendez-vous avec Annie Régnard, notre responsable administratif ; Jacques, je vous avais mis en contact par rapport à la convention ; et en fait dans le pilotage, dans le Pôle Labo, nous avons également une chargée de communication qui vient d'être recrutée. Il est prévu que nous ayons un rendez-vous début juillet avec elle pour l'affiche mais aussi pour mettre en place un plan de communication.

L'idée serait de penser la communication en commençant par un teasing[3] ; peut-être avec un premier message dès la fin de l'été, suivi d'autres égrenés par exemple tous les 15 jours. Cela peut consister en la diffusion d'une capsule vidéo de petites interviews de l'un ou plusieurs d'entre nous, chaque fois avec un petit mot où on vient présenter les enjeux du colloque, les intérêts, etc.

[3] Procédé publicitaire qui cherche à éveiller la curiosité du public par l'emploi de teasers = informations partielles délivrées de façon aguichantes.

Et puis maintenant que le programme commence à bien se ficeler, l'idée est effectivement de réaliser une plaquette et une affiche qui seront d'autant mieux reçus lors de leurs diffusions le plus large possible que nous aurons préalablement fait doucement monter la température par une communication assez régulière sans être trop pesante en direction des gens que nous voulons informer de l'existence du colloque en les invitant à y assister. Donc, grand public, universitaires et étudiants, professionnels. Je commence à avoir un petit peu l'habitude de côtoyer les organismes de sécurité sociale et, comme tu l'as souligné tout à l'heure Jacques, ils se déplacent un peu avec du monde. Donc je pense que les organismes vont arriver avec leurs collaborateurs. On commence à mobiliser nos étudiants, mais aussi à l'extérieur de l'université. Une fois qu'on aura le matériel de communication *(* Plaquette et affiche),* je pense que cela pourrait valoir le coup de solliciter la presse locale pour annoncer la manifestation. Mais l'idée serait de pas faire une seule forte communication d'un coup, mais plutôt de monter en puissance pour essayer justement d'avoir le plus d'inscrits possible lors de notre manifestation. Si cela vous convient bien sûr.

Jacques Bergeret : je suis d'accord avec cette stratégie de communication et je pense que les membres du Groupe Projet Territorial de Nancy présents le sont aussi, sauf à prendre la parole ; et les membres absents devraient l'être. * *Personne ne demande la parole.* Donc encore une fois, je trouve que les choses sont bien engagées.

Maintenant, suite à l'information que j'ai donnée tout à l'heure selon laquelle Franck Briey renonçait à la préparation du colloque prévu à la Cité de la Paix de Verdun qu'il pilotait, je donnerais bien la parole à Jean-Paul Lacresse qui avait manifesté son intérêt pour les thèmes de la famille et du handicap qui devaient y être traités. De cela, ne parlons plus, mais je n'oublie pas Jean-Paul que tu es le président de l'UDAF de Meurthe-et-Moselle. Est-ce que tu as quelque chose à dire par rapport à tout ce que nous venons de débattre ? Et est-ce que vous faites quelque chose pour le 80ème anniversaire des UDAF ?

Jean-Paul Lacresse : en tant qu'UDAF on est quatre présidents de l'UDAF à avoir décidé de faire un colloque sur une journée qui aura lieu le 30 septembre au Palais des congrès de Nancy, axé sur les 80 ans de la création des UDAF qui ont été créés par le même gouvernement que le gouvernement qui a créé la Sécurité Sociale.

Ceci étant, actuellement la question que je suis en train de réfléchir, c'est que dans les CAF, l'UDAF n'est pas arrivé à l'origine historique. L'UDAF et les UDAF sont actuellement membres de droit des CAF avec quatre administrateurs, ce qui est la plus grosse délégation. Mais je ne sais plus la date à laquelle les UDAF sont devenues membres de droit des CAF. Et à l'origine, elles n'étaient pas dans l'équilibre salariés employeurs.

Jacques Bergeret : c'est un point d'histoire.

Jean-Paul Lacresse : je le dis parce que quelque fois, il y a encore des syndicalistes historiques et d'un certain âge qui rappellent que la sécu c'est les salariés et les employeurs. Alors parfois ils me disent : « - En tant qu'UDAF, tu es venu après ! ».

Jacques Bergeret : est-ce que tu peux m'envoyer les éléments de la préparation de ce colloque prévu le 30 septembre ?

Jean-Paul Lacresse : oui bien sûr. Forcément il est prévu que je prenne la parole dans ce colloque ; j'ai l'intention de glisser une phrase ou deux pour dire que c'est également les 80 ans de la Sécurité Sociale.

Jacques Bergeret : et tu pourrais aussi faire allusion à tout le travail mené au titre du Projet Grand Est : la SS a 80 ans en 2025 où on travaille la main dans la main par rapport à des questions et des préoccupations sanitaires et sociales qui sont pour bonne partie communes.

Jean-Paul Lacresse : oui bien sûr, parce que la création des UDAF s'est effectuée globalement dans le même état d'esprit que pour la création de la Sécurité Sociale.

Jacques Bergeret : ce serait intéressant pour nous d'être informés sur l'organisation et la déclinaison des sujets qui seront traités dans le cadre de ces 80 ans de la création des UDAF au palais des congrès et si c'est bien sur la journée.

Jean-Paul Lacresse : oui c'est toute la journée de 9h à 16h au Palais des congrès de Nancy.

Françoise Seirolle : je veux simplement préciser que la création des UDAF[4], ce n'est pas tout à fait la même chose ni le même esprit que la création de la Sécurité Sociale. Je ferme la parenthèse.

Jacques Bergeret : merci pour cette remarque qui invite à creuser le sujet, mais on n'ouvre pas le débat maintenant.

Jean-Paul Lacresse : mais sur l'état d'esprit…

Françoise Seirolle : mais là franchement non !

Jean-Paul Lacresse : il y en a qui disent que ce n'est même pas le Conseil national de la Résistance qui a été à l'initiative de la Sécu. Je lis des thèses là-dessus.

Jacques Bergeret : il est 19h et je vais mettre fin à cette réunion, mais Françoise, ce serait bien si tu pouvais quand même juste ciseler un tout petit peu le fond de ta pensée.

Jean-Paul Lacresse : moi je n'ai pas de problème avec le débat.

Jacques Bergeret : Kristel dit dans le fil de conversation qu'il faut qu'elle parte parce qu'elle risque d'être enfermée par le gardien dans les locaux de la fac ; cela lui est déjà arrivé une fois et c'était assez désagréable. Je vais conclure la réunion, mais est-ce qu'on conserve ou non la date du jeudi 10 juillet, sachant qu'il n'y en aura pas au mois d'août ?

* **L'avis général est de conserver la date de prochaine réunion du CoPil du 10 juillet de 18h à 19h.**

Jacques Bergeret : nous avons atteint l'heure limite et on s'y tient. Merci Jean-Paul pour toutes les indications que tu viens de donner concernant les 80 ans des UDAF, merci pour la participation des uns et des autres. Je vous dis au revoir et à bientôt !

** Salutations croisées !*

*

fin de réunion 19 h 03.

Prochaine réunion : Jeudi 10/07/25 18h-19h. Attention : pas de réunion au mois d'Août.

Lien d'accès à l'espace numérique dédié au projet :

https://www.cnahes.org/le-cnahes-en-regions/grand-est/la-delegation-regionale/travaux-en-cours/protection-sociale-la-securite-sociale-a-80-ans-en-2025/

[4] 03/03/1945.